



NHOA S.A.
Société anonyme à conseil d'administration
au capital social de 2.553.372 euros
Siège social : 28, rue de Londres, 75009 Paris
808 631 691 R.C.S. Paris
(la « Société »)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 2 NOVEMBRE 2021
(le "Rapport")

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte annuelle (l' « **Assemblée** »), conformément aux dispositions du Code de commerce et des statuts de la Société, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

(I) RÉOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- Ratification de la démission de Madame Anne Harvengt de ses fonctions d'administratrice (Résolution n°1) ;
- Ratification de la cooptation d'un administrateur, Monsieur Jong-Peir Li (Résolution n°2) ;
- Ratification de la démission de Madame Alice Tagger de ses fonctions d'administratrice (Résolution n°3) ;
- Ratification de la cooptation d'une administratrice, Madame Chia-Jou Lai (Résolution n°4) ;
- Ratification de la démission de Madame Carly Wishart de ses fonctions d'administratrice (Résolution n°5) ;
- Ratification de la cooptation d'une administratrice, Madame Feng-Ping Liu (Résolution n°6) ;
- Ratification de la démission de Madame Mireille Van Staeyen de ses fonctions d'administratrice (Résolution n°7) ;
- Ratification de la cooptation d'une administratrice, Madame Chen-Ming Chang (Résolution n°8) ;

- Ratification de la démission de Monsieur Thierry Kalfon de ses fonctions d'administrateur (Résolution n°9) ;
- Ratification de la cooptation d'un administrateur, Monsieur An-Ping Chang (Résolution n°10) ;
- Nomination d'une nouvelle administratrice, Madame Cindy Utterback (Résolution n°11) ;
- Autorisation à donner au conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions (Résolution n°12) ;

(II) RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

- Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (Résolution n°13) ;
- Délégation de pouvoir au conseil d'administration en vue de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents au plan d'épargne entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription (Résolution n°14) ;
- Autorisation consentie au conseil d'administration pour consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions au profit mandataires sociaux et membres du personnel de la Société ou de ses filiales (Résolution n°15) ;
- Autorisation consentie au conseil d'administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de mandataires sociaux et membres du personnel de la Société ou de ses filiales (Résolution n°16) ;
- Modification de l'article 17 des statuts de la Société à l'effet de porter à 75 ans la limite d'âge du Président du conseil d'administration (Résolution n°17) ;
- Pouvoirs en vue des formalités (Résolution n° 18).

L'avis de réunion relatif à l'Assemblée a été publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 27 septembre 2021 et comportait le texte des résolutions n° 1 à 11, puis n°13, 14, 17 et 18, tel qu'approuvés lors de la réunion du Conseil d'administration qui avait convoqué l'Assemblée.

Le 8 octobre 2021, dans les délais prévus par l'article R. 225-73 II du Code de commerce, Taiwan Cement Europe Holdings B.V., qui détient 65,15% du capital de la Société, a demandé l'ajout des résolutions n° 12, 15 et 16 à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Le 12 octobre 2021, le Conseil d'administration s'est réuni pour statuer sur ces résolutions, qu'il approuve et qu'il recommande aux actionnaires d'adopter. Le Conseil d'administration a approuvé le présent rapport, modifié à la suite de l'ajout de ces résolutions, lors de cette même réunion.

Ce rapport et les rapports des commissaires aux comptes seront mis à votre disposition dans le respect des conditions et des délais fixés par les dispositions des statuts de la Société et par les dispositions légales applicables.

Taiwan Cement Corporation ("**TCC**") a finalisé le 20 juillet 2021 l'acquisition auprès d'ENGIE de 60,48% du capital de la Société par l'intermédiaire de sa filiale à 100%, Taiwan Cement Europe Holdings B.V. Au cours de la réunion du conseil d'administration qui a eu lieu à cette date, le Directeur Général de NHOA, M. Carlalberto Guglielminotti, a présenté au conseil d'administration le résultat d'une revue stratégique globale de NHOA initiée par la direction après la signature de l'accord entre TCC et ENGIE, visant à mettre à jour les objectifs à court et à long terme et à définir

une structure visant à guider la croissance et le développement futurs dans le contexte des nouveaux horizons avec TCC. Le résultat de cette revue stratégique, avalisée par le conseil d'administration, est le « Masterplan 10x », qui a été rendu public le 23 juillet 2021.

Dans le cadre du Masterplan 10x, il a été envisagé (et annoncé) qu'une augmentation de capital d'environ 130 millions d'euros serait lancée après la réalisation de l'offre publique obligatoire de TCC sur les actions de la société. Il a également été annoncé que TCC souscrirait à sa quote-part et, si nécessaire, au montant nécessaire pour réaliser avec succès l'augmentation de capital. Comme indiqué dans le communiqué de presse du 23 juillet sur le Masterplan 10x, l'augmentation de capital servira (i) à la recapitalisation de la Société, et (ii) au financement de la première phase des dépenses en capital de la Global Business Line Atlante et des ambitions stratégiques correspondantes.

L'offre publique obligatoire a été réalisée et ses résultats annoncés le 23 septembre 2021 (TCC détenant désormais 65,15% du capital et des droits de vote de la Société). Le conseil d'administration s'est donc réuni le 24 septembre 2021 pour convoquer une assemblée générale extraordinaire des actionnaires afin d'adopter la résolution nécessaire à l'augmentation de capital. Cette assemblée générale est également convoquée pour approuver les changements dans la composition du conseil d'administration résultant de l'acquisition par TCC de la majorité du capital de la Société.

Par ailleurs, ainsi que cela a été indiqué plus haut, TCC a proposé que soit ajouté à l'ordre du jour de l'Assemblée des résolutions permettant au Conseil d'administration d'attribuer des options d'achat ou de souscription d'actions et des actions gratuites. Ces résolutions seraient utilisées dans le cadre d'un programme d'intéressement long-terme des salariés et dirigeants de la Société et de ses filiales. Un maximum de 175 000 options (dont l'exercice donne droit chacune à une action) ou actions gratuites seraient attribuées – le Conseil pourra librement choisir lequel des deux instruments utiliser (ou les deux) dans la limite de ce plafond global. C'est l'objet des résolutions n°15 et 16, qui sont plus amplement décrites ci-dessous. Par ailleurs, le Conseil pourra choisir entre des instruments donnant accès à des actions nouvelles ou à des actions existantes. Une résolution permettant de procéder à des achats d'actions à cet effet (entre-autres) a également été proposée par TCC – c'est la résolution n°12 également plus amplement décrite ci-dessous.

Les résolutions relatives aux modifications de la composition du conseil d'administration sont présentées ci-dessous en premier lieu.

I. RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

1. Modifications de la composition du conseil d'administration (Résolutions n° 1 à 11)

Comme indiqué ci-dessus, suite à la clôture de l'acquisition par TCC, plusieurs membres du conseil d'administration, représentant ou employés du groupe ENGIE ont démissionné et ont été remplacés par des personnes représentant TCC :

- Monsieur Thierry Kalfon, Président du conseil d'administration, a été remplacé par Monsieur An-Ping Chang, Président du conseil d'administration de TCC ;
- Madame Anne Harvengt est remplacée par Monsieur Jong-Peir Li, Président du Groupe TCC ;
- Madame Alice Tagger est remplacée par Madame Chia-Jou Lai, Directrice juridique du Groupe TCC ;

- Madame Carly Wishart est remplacée par Madame Feng-Ping Liu, Directrice du département Ressources Humaines du Groupe TCC ;
- Madame Mireille Van Staeyen est remplacée par Madame Chen-Ming Chang, Professeure agrégée au département Design commercial de l'Université Chung Yuan Christian à Taiwan. Mme Chang est un membre indépendant du conseil d'administration.

De plus, il est proposé de nommer un membre indépendant du conseil d'administration supplémentaire, Madame Cindy Utterback, qui est actuellement Tax Unit Director chez Anderson ZurMuehlen Certified Public Accountants & Business Advisors.

Madame Utterback est nommée pour un mandat complet de trois ans. Les autres nouveaux membres ont été nommés, conformément à l'article L. 225-24 du Code de commerce, pour la durée restante du mandat des membres du conseil qu'ils remplacent.

En conséquence, si les résolutions n°1 à 11 devaient être adoptées, le conseil d'administration sera composé comme suit et avec les mandats échelonnés suivants :

#	Critères	Composition Actuelle du Conseil	État à la date de dépôt	Nouveaux Membres du Conseil	Durée du Mandat		
					AGM 2022	AGM 2023	AGM 2024
1		Thierry Kalfon President / Directeur Général GBL Renouvelables de ENGIE	Démissionné	M. An-Ping Chang	■		
2		Carla Alberto Guglieminotti Directeur Général et Membre exécutif du Conseil			■	■	■
3	./	Luigi Michi Administrateur Indépendant (Engie Solar)			■	■	
4		Giuseppe Artizzu Membre exécutif du Conseil (NHOA)			■	■	■
5	././	Veronica Vecchi Administratrice Indépendante			■	■	
6	./	Romualdo Cirilo Administrateur Indépendant			■		
7	./	Carly Wishart Membre non exécutif du Conseil (Engie Asia-Pacific)	Démissionnée	Mme. Feng-Ping Liu	■	■	
8	././	Mireille Van Staeyen Membre non exécutif du Conseil (Engie SA)	Démissionnée	Mme. Chen-Ming Chang Independent Board Member	■	■	
9		Anne Harvengt Membre non exécutif du Conseil (Tractebel)	Démissionnée	M. Jong-Peir Li	■		
10	./	Alice Tagger Membre non exécutif du Conseil (Engie Solar)	Démissionnée	Mme. Chia-Jou Lai	■		

Le conseil d'administration comprendra 40% de membres indépendants, 40% de femmes et l'âge moyen des administrateurs sera de 51,4 ans.

Les biographies complètes des nouveaux membres du conseil sont annexées au présent rapport.

2. Autorisation à donner au conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions (Résolution n° 12)

Il est proposé, dans la résolution n°12, d'autoriser le conseil d'administration, en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à acheter des actions de la Société à un prix maximum de 35.00 euros dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

Le montant maximum que la Société pourrait consacrer au programme de rachat de ses propres actions ne pourra excéder la somme de 12.250.000 euros

Cette autorisation est destinée à permettre à la Société de poursuivre les objectifs suivants, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables :

- allouer des actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou ses filiales dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de l'attribution d'actions gratuites, de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- conserver les actions de la Société qui auront été achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le cadre de la réglementation boursière ;
- remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- assurer la liquidité et animer le marché secondaire des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- annuler tout ou partie des titres rachetés ; et
- réaliser toute autre finalité autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou reconnue ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'Autorité des marchés financiers ; dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens, en une ou plusieurs fois, c'est-à-dire sur le marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers, étant précisé que ces opérations ne pourront pas intervenir en période d'offre publique initiée par la Société ou visant les titres de celle-ci.

Cette autorisation serait consentie pour une durée de 18 mois à compter de la date de l'Assemblée.

II. RÉOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

1. Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social, avec maintien du droit préférentiel de souscription (Résolution n° 13)

Il est proposé, dans cette résolution que l'Assemblée délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider de l'émission évoquée précédemment. Cette émission sera réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Seules des actions ordinaires pourront être émises.

Le montant global maximal de l'augmentation de capital est de 140 millions d'euros, prime d'émission incluse. Le conseil d'administration décide de fixer le plafond avec la prime d'émission (et pas une valeur nominale maximale et un nombre indicatif d'actions) afin de garder toute la

flexibilité nécessaire pour fixer le prix de l'augmentation de capital. Toutefois, le conseil d'administration du 24 juillet 2021 a décidé que l'augmentation de capital se fera avec une décote par rapport au prix actuel du marché qui sera conforme à la pratique et aux conditions du marché à ce moment-là.

Cette résolution remplace la délégation de compétence accordée au conseil d'administration par l'assemblée générale du 25 juin 2021 dans sa résolution n°21 et, pour autant que de besoin, le montant de l'augmentation de capital qui serait réalisée en vertu de la présente résolution ne s'imputera pas sur le plafond global des délégations de compétence fixé dans la résolution n°29 de l'assemblée générale du 25 juin 2021. Les autres délégations accordées par l'assemblée générale du 25 juin 2021 restent valides.

Cette délégation serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de la date de l'Assemblée, mais il est attendu qu'elle soit utilisée peu de temps après.

2. Délégation de pouvoir au conseil d'administration en vue de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents au plan d'épargne entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription (Résolution n°14)

L'article L. 225-129 du Code de commerce impose, compte tenu des augmentations de capital potentielles pouvant résulter de l'utilisation de la délégation conférée par la treizième résolution, de proposer à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires un projet d'augmentation du capital social de la Société, par émission d'actions, réservée aux salariés adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autres plans pour lesquels l'article L. 3332-18 et suivants du Code du travail permettrait de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes).

Toutefois, compte-tenu du fait que l'ensemble des salariés de la Société sont situés hors de France et ne peuvent pas bénéficier des avantages fiscaux associés, nous vous recommandons de voter pour le rejet de cette résolution.

La résolution n°14 prévoit un montant nominal global maximum d'augmentation de capital de 10.000 euros. Le prix de souscription des actions nouvelles serait égal à 80% de la moyenne des premiers cours côtés de l'action de la Société lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan d'épargne en application de l'article L. 3332-25 et suivants du Code du travail est inférieure à dix ans, et à 70% de cette moyenne lorsque ladite durée d'indisponibilité est supérieure ou égale à dix ans.

Cette délégation serait consentie pour une durée de 26 mois à compter de la date de l'Assemblée.

3. Autorisation consentie au conseil d'administration pour consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions au profit des mandataires sociaux et membres du personnel de la Société ou de ses filiales (Résolution n°15) ;

Il est proposé dans cette résolution que l'Assemblée autorise le conseil d'administration à consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions au profit des mandataires sociaux et membres du personnel de la Société ou de ses filiales (les « **Options** »).

Les Options pouvant être consenties dans le cadre de la présente autorisation ne pourront donner droit par exercice à souscrire ou acheter un nombre total d'actions supérieur à 175.000, soit une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 35.000 euros.

Le délai pendant lequel les Options devront être exercées ne pourra être supérieur à 10 ans à compter de leur attribution et que l'exercice des Options pourra être assorti, si le conseil d'administration estime que cela est utile ou nécessaire, d'une période d'incessibilité d'une durée qu'il déterminera et qui ne pourra pas excéder 3 ans.

Le prix d'exercice des Options ainsi attribuées sera fixé le jour où les Options seront consenties par le conseil d'administration de sorte que le prix d'exercice des Options ne pourra pas être inférieur (i) s'agissant d'options de souscription d'actions ou d'achat d'actions, à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties ; (ii) et, mais uniquement pour les options d'achat d'actions, à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société.

Le conseil d'administration disposerait des pouvoirs les plus étendus pour mettre en œuvre la présente autorisation dans les limites fixées par les dispositions légales en vigueur, et notamment procéder aux allocations nominatives des Options aux dates qu'il appréciera, arrêter le nombre d'Options consenties à chacun d'eux et les conditions d'octroi des Options, fixer dans les limites sus-indiquées, le prix d'exercice des Options et le délai pendant lequel les Options pourront être exercées, fixer les conditions d'exercice.

Cette autorisation s'inscrit dans le développement du plan d'intéressement à long terme (*Long Term Incentive Plan*) de la Société en faveur de ses mandataires sociaux et ses salariés ainsi que ceux de ses filiales et serait consentie pour une durée de 38 mois à compter de la date de l'Assemblée.

4. Autorisation consentie au conseil d'administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de mandataires sociaux et membres du personnel de la Société ou de ses filiales (Résolution n°16) ;

Il est proposé dans cette résolution que l'Assemblée autorise le conseil d'administration à procéder au profit de membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2, ou au profit de certains d'entre eux, à des attributions gratuites d'un maximum de 175.000 actions ordinaires, existantes ou nouvelles, d'une valeur nominale de 0,20 euro chacune (les « **Actions Gratuites** »), soit une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 35.000 euros.

Dans le cadre de cette autorisation, le conseil d'administration fixera, lors de chaque attribution, une période d'acquisition dont la durée ne pourra être inférieure à un an, à l'issue de laquelle l'attribution d'actions existantes ou nouvelles deviendra définitive, suivie, si le Conseil d'Administration l'estime utile ou nécessaire d'une période d'obligation de conservation d'une durée qu'il fixera et qui courra à compter de l'acquisition définitive des actions existantes ou nouvelles ; étant précisé que la durée cumulée des périodes d'acquisition, et le cas échéant de conservation, ne pourra être inférieure à deux ans.

Le Conseil d'Administration disposerait des pouvoirs les plus étendus pour mettre en œuvre la présente autorisation dans les limites fixées par les dispositions légales en vigueur, et notamment

- déterminer les conditions d'éligibilité des membres du personnel de la Société ou de ses filiales dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, tels que visés au premier paragraphe, pouvant prétendre à une telle attribution ;
- déterminer le cas échéant les conditions de performance permettant l'acquisition définitive des Actions Gratuites ;

- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'Actions Gratuites attribuées à chacun d'eux ;
- fixer, dans les limites sus-indiquées, la période d'attribution et, le cas échéant, de conservation des Actions Gratuites ;
- établir le règlement du plan d'attribution des Actions Gratuites ;
- fixer, dans les conditions et limites prévues par les dispositions législatives, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions d'Actions Gratuites ;
- en tant que besoin, prendre toutes mesures aux fins de réserver les droits des titulaires d'Actions Gratuites en application de toute disposition légale ou réglementaire ;
- fixer la date de jouissance, même rétroactive, des Actions Gratuites à émettre ; et
- constater la ou les augmentations de capital résultant de l'attribution définitive des Actions Gratuites, accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives la ou les augmentations de capital réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et généralement prendre toutes décisions nécessaires dans le cadre de la présente autorisation, consentir toutes délégations, faire tout ce qui est nécessaire.

Cette autorisation s'inscrit dans le développement du plan d'intéressement à long terme (*Long Term Incentive Plan*) de la Société en faveur de ses mandataires sociaux et ses salariés ainsi que ceux de ses filiales et serait consentie pour une durée de 38 mois à compter de la date de l'Assemblée.

5. Modifications de l'article 17 des statuts afin de fixer à 75 ans la limite d'âge du Président du conseil d'administration (Résolution n°17)

L'article 17 des statuts prévoit actuellement une limite d'âge de 70 ans pour le Président du conseil d'administration. Comme M. An-Ping Chang atteindra l'âge de 70 ans au cours de son mandat de membre du conseil d'administration, il est proposé d'étendre la limite d'âge à 75 ans.

6. Pouvoirs pour formalités (Résolution n° 18)

Il est proposé que l'Assemblée donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de l'assemblée générale en vue de l'accomplissement des formalités légales.

* * *

Le texte complet des résolutions proposées est annexé au présent rapport.

Vous entendrez lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes.

Paris, le 12 octobre 2021

Le Conseil d'Administration

**Annexe 1 :
Biographie des nouveaux membres du conseil d'administration**

Age : 69 Nationalité : Taiwanaise Adresse : 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan Première nomination : Copté le 20 juillet 2021 Expiration du mandat : Assemblée Générale d'approbation des comptes annuels 2021	AN-PING CHANG	
	Président du Conseil d'Administration	
	BIOGRAPHIE – EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE	
	M. An Ping (Nelson) CHANG est le Président du Conseil d'Administration de NHOA depuis juillet 2021, et occupe actuellement plusieurs autres postes clés, notamment il est Président de Taiwan Cement Corporation, Directeur général et Administrateur de L'Hotel de Chine Corporation, Administrateur de Taiwan Stock Exchange Corporation, Administrateur de CTCL Corporation et Directeur exécutif de O-Bank. M. Chang a obtenu une licence en économie à l'université de Princeton, avant de décrocher un MBA et une APC à la School of Business Administration de l'université de New York. Dans les secteurs à but non lucratif, M. Chang est également Président Honoraire de la Chinese National Association of Industry and Commerce (CNAIC), Administrateur du Third Wednesday Club (San San Fe) et Administrateur du Cheng Hsin General Hospital. M. Chang a également représenté le R.O.C. au Conseil consultatif des entreprises de l'APEC (ABAC).	
	MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS	
	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : Président de Taiwan Cement Corporation Président de TCC International Holdings Limited Président de Hong Kong Cement Manufacturing Co. Ltd Directeur général et Administrateur de L'Hotel de Chine Corporation Administrateur de Taiwan Stock Exchange Corporation Administrateur de CTCL Corporation Directeur exécutif de O- Bank
	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES	
	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : Président de China Synthetic Rubber Corporation Président de Taiwan Prosperity Chemical Corporation Administrateur de Straits Exchange Foundation Administrateur Indépendant de Synnex Technology International Corporation Administrateur de la Red Cross Society de la République de Chine

Age : 57	JONG-PEIR LI	
	Membre du Conseil d'Administration	
Nationalité : Taiwanaise	BIOGRAPHIE – EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE	
	M. Jong-Peir LI est l'actuel président du groupe TCC, président de Ho Ping Power, président de TCC Storage et président de TCC Information Systems Corp. M. Li a travaillé pendant près de 24 ans dans le secteur financier international et a occupé les fonctions de PDG et de président de HSBC Taiwan, de SEVP et de Responsable des marchés de CTBC Bank Taiwan, ainsi que de Responsable du marché financier et de trésorier national de Citibank Taiwan.	
Adresse : 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan	Il a obtenu son doctorat en gestion des systèmes d'information à l'Université nationale de Chengchi, son diplôme en gestion des technologies de l'information à l'Université John's Hopkins et son MBA en finances à l'Université George Washington.	
	MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉES	
Première nomination : Coopté le 20 juillet 2021	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : Président et Administrateur de Taiwan Cement Corporation Président et Administrateur de TCC Energy Storage Technology Corporation Président et Administrateur de Ho-Ping Power Company Administrateur de CIMPOR GLOBAL HOLDINGS B.V.
	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES	
Expiration du mandat : Assemblée Générale d'approbation des comptes annuels 2021	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : CEO & President, HSBC Taiwan Administrateur HSBC Taiwan Administrateur Indépendant de TransGlobe Life Insurance Inc

Age : 40	FENG-PING LIU	
	Membre du Conseil d'Administration	
Nationalité : Taiwanaise	BIOGRAPHIE – EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE	
Adresse : 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan	Feng-Ping Liu a rejoint Taiwan Cement Corporation en 2009, et est à la tête du service des ressources humaines depuis 2018. Elle a obtenu un master de l'Université nationale de Taïwan avec une spécialisation en application technologique et développement des ressources humaines.	
Première nomination : Coptée le 20 juillet 2021	Mme Liu a plus de 28 ans d'expérience dans les secteurs de la haute technologie, des fabricants de précision, des télécommunications et des biens de consommation à rotation rapide. Elle fait preuve d'une compétence exceptionnelle en matière de planification organisationnelle, de développement des talents et de rémunération stratégique pour le succès de l'entreprise. Elle a participé à des projets de fusions et acquisitions, de planification des effectifs et de restructuration organisationnelle à Taïwan et en Chine. Grâce à sa capacité de communication pour l'intégration culturelle et à la mise en place de multiples programmes de ressources humaines pour atteindre les objectifs d'optimisation de l'organisation humaine, elle développe les capacités et la motivation de la main-d'œuvre. Elle est également membre du conseil d'administration de Taiwan Prosperity Chemical Corporation, une société cotée en bourse à Taïwan.	
Expiration du mandat : Assemblée Générale d'approbation des comptes annuels 2022	MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉES	
	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : Responsable du département des Ressources humaines au sein du Groupe TCC Administrateur de Taiwan Prosperity Chemical Corporation
	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES	
	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : Responsable du Service des Ressources humaines au sein du Groupe TCC Administrateur de Taiwan Prosperity Chemical Corporation

Age : 46	CHIA-JOU LAI	
	Membre du Conseil d'Administration	
Nationalité : Taiwanaise	BIOGRAPHIE – EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE	
	Mme Chia Jou LAI a été admise en tant qu'avocate et pratique le droit correspondant à Taiwan, ROC, depuis 2002. Elle a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine juridique et possède une grande expérience des questions relatives aux entreprises, à la gouvernance et à la conformité, à la propriété intellectuelle et aux questions de concurrence.	
Adresse : 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan	Avant de rejoindre le groupe TCC, elle a été Responsable Juridique et superviseur dans des entreprises internationales, avocate dans des cabinets d'avocats et responsable de l'examen des marques et des brevets à l'Office de la propriété intellectuelle du Congo. Actuellement, Mme Lai est la Responsable Juridique du groupe TCC. Au cours des cinq dernières années, elle s'est spécialisée dans les transactions transfrontalières complexes, les offres publiques d'achat, les privatisations, les ventes et achats privés qui soutiennent et facilitent l'évolution du groupe TCC vers l'internationalisation.	
	PREMIÈRE NOMINATION : Coptée le 20 Juillet 2021	
Expiration du mandat : Assemblée Générale d'approbation des comptes annuels 2022	MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉES	
	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : Responsable Juridique du Groupe TCC Superviseur de la Hoping Power Corporation Administrateur de la Bai Shou Scholarship Foundation
	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES	
	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : Responsable Juridique du Groupe TCC Superviseur de la Hoping Power Corporation Administrateur de la Bai Shou Scholarship Foundation

Age : 62	CHEN-MING CHANG	
	Membre indépendant du Conseil d'Administration	
Nationalité : Taiwanaise	BIOGRAPHIE – EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE	
	Chang Chen-Ming (Cindy) a plus de 30 ans d'expérience dans le secteur de la publicité et du design commercial. Elle a notamment été directrice générale de Saatchi & Saatchi Taiwan, où elle a dirigé le lancement de marques de premier plan, telles que Oil of Olay, Vidal Sassoon et Lexus, entre autres. Cindy a ensuite occupé les fonctions de présidente du United Communications Group, qui est le plus grand groupe de communication local de Taïwan, en développant considérablement les activités de ses filiales. Cindy s'est ensuite tournée vers le secteur de l'éducation et a pris la tête du département de design commercial de l'université chrétienne de Chung Yuan à Taïwan en 2003, pour deux mandats consécutifs. Actuellement, elle continue à enseigner en tant que professeur associé au sein du département.	
Adresse : 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan	MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉES	
	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : Professeur associé au sein de la Chung Yuan Christian University. Président de l'Association des anciens élèves de la of Sacred Heart High School pour filles Administrateur du Sacred Heart College Development Foundation Administrateur du Lukang Private Folk Museum, Changhua County.
Première nomination : Coptée le 20 Juillet 2021	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES	
	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : Professeur associé au sein de la Chung Yuan Christian University. Président de l'Association des anciens élèves de la of Sacred Heart High School pour filles Administrateur du Sacred Heart College Development Foundation Administrateur du Lukang Private Folk Museum, Changhua County.
Expiration du mandat : Assemblée Générale d'approbation des comptes annuels 2022		

Age : 57	CINDY UTTERBACK	
	Membre indépendant du Conseil d'Administration	
Nationalité : Américaine	BIOGRAPHIE – EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE	
	Cindy Utterback a plus de 30 ans d'expérience en comptabilité publique au Montana et au Texas. Cindy est une planificatrice stratégique qui s'engage à assurer la réussite de ses clients en fournissant des services de consultation et de planification fiscale aux particuliers et aux entreprises.	
Adresse : 1923 Lime Kiln Road, Helena, MT 59601, Etats-Unis	Elle est notamment spécialisée dans la planification fiscale et successorale et dans les rapports de conformité pour les particuliers fortunés ; la promotion immobilière, la location et les transferts d'intérêts ; construction et fabrication.	
	MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉES	
Première nomination : Prévue au cours de l'AGM 2021 le 2 novembre 2021	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : CPA, Shareholder, Tax Unit Director chez Anderson ZurMuehlen Certified Public Accountants & Business Advisors Membre de AICPA & AICPA Tax Practice Guides Committee Vice-Chair de Foundation for Animals Finance Committee de Holter Museum of Art Membre de Montana Society of Certified Public Accountants
	AUTRES MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES	
Expiration du mandat : Assemblée Générale d'approbation des comptes annuels 2023	Au sein de NHOA : Aucun	En dehors de NHOA : CPA chez Coopers & Lybrand Consulting

Annexe 2
Texte des résolutions proposées
RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ORDINAIRE

1. PREMIÈRE RÉOLUTION

Ratification de la démission de Madame Anne Harvengt de ses fonctions d'administratrice

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et prenant acte de la démission de Madame Anne Harvengt de ses fonctions d'administratrice, ratifie sa démission, effective depuis le 20 juillet 2021.

2. DEUXIEME RÉOLUTION

Ratification de la cooptation d'un administrateur, Monsieur Jong-Peir Li

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de la démission de Madame Anne Harvengt de ses fonctions d'administratrice, ratifie la nomination faite à titre provisoire conformément à l'article L. 225-24 du Code de commerce, intervenue par décision du conseil d'administration en date du 20 juillet 2021, en qualité d'administrateur de Monsieur Jong-Peir Li, né le 16 juillet 1964, de nationalité taiwanaise, domicilié 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Monsieur Jong-Peir Li a d'ores et déjà fait savoir qu'il n'était frappé par aucune mesure ni disposition susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

3. TROISIEME RÉOLUTION

Ratification de la démission de Madame Alice Tagger de ses fonctions d'administratrice

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et prenant acte de la démission de Madame Alice Tagger de ses fonctions d'administratrice, ratifie sa démission, effective depuis le 20 juillet 2021.

4. QUATRIEME RÉOLUTION

Ratification de la cooptation d'une administratrice, Madame Chia-Jou Lai

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de la démission de Madame Alice Tagger de ses fonctions d'administratrice, ratifie la nomination faite à titre provisoire conformément à l'article L. 225-24 du Code de commerce, intervenue par décision du conseil d'administration en date du 20 juillet 2021, en qualité d'administratrice de Madame Chia-Jou Lai, née le 28 septembre 1975, de nationalité taiwanaise, domiciliée 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Madame Chia-Jou Lai a d'ores et déjà fait savoir qu'elle n'était frappée par aucune mesure ni disposition susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

5. CINQUIEME RÉOLUTION

Ratification de la démission de Madame Carly Wishart de ses fonctions d'administratrice

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et prenant acte de la démission de Madame Carly Wishart de ses fonctions d'administratrice, ratifie sa démission, effective depuis le 20 juillet 2021.

6. SIXIEME RÉOLUTION

Ratification de la cooptation d'une administratrice, Madame Feng-Ping Liu

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de la démission de Madame Carly Wishart de ses fonctions d'administratrice, ratifie la nomination faite à titre provisoire conformément à l'article L. 225-24 du Code de commerce, intervenue par décision du conseil d'administration en date du 20 juillet 2021, en qualité d'administratrice de Madame Feng-Ping Liu, née le 12 juillet 1971, de nationalité taiwanaise, domiciliée 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Madame Feng-Ping Liu a d'ores et déjà fait savoir qu'elle n'était frappée par aucune mesure ni disposition susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

7. SEPTIEME RÉOLUTION

Ratification de la démission de Madame Mireille Van Staeyen de ses fonctions d'administratrice

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et prenant acte de la démission de Madame Mireille Van Staeyen de ses fonctions d'administratrice, ratifie sa démission, effective depuis le 20 juillet 2021.

8. HUITIEME RÉOLUTION

Ratification de la cooptation d'une administratrice, Madame Chen-Ming Chang

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de la démission de Madame Mireille Van Staeyen de ses fonctions d'administratrice, ratifie la nomination faite à titre provisoire conformément à l'article L. 225-24 du Code de commerce, intervenue par décision du conseil d'administration en date du 20 juillet 2021, en qualité d'administratrice de Madame Chen-Ming Chang, née le 6 janvier 1959, de nationalité taiwanaise, domiciliée 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Madame Chen-Ming Chang a d'ores et déjà fait savoir qu'elle n'était frappée par aucune mesure ni disposition susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

9. NEUVIEME RÉOLUTION

Ratification de la démission de Monsieur Thierry Kalfon de ses fonctions d'administrateur

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et prenant acte de la démission de Monsieur Thierry Kalfon de ses fonctions d'administrateur, ratifie sa démission, effective depuis le 20 juillet 2021.

10. DIXIEME RÉOLUTION

Ratification de la cooptation d'un administrateur, Monsieur An-Ping Chang

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de la démission de Monsieur Thierry Kalfon de ses fonctions d'administrateur, ratifie la nomination faite à titre provisoire conformément à l'article L. 225-24 du Code de commerce, intervenue par décision du conseil d'administration en date du 20 juillet 2021, en qualité d'administrateur de Monsieur An-Ping Chang, né le 8 juin 1952, de nationalité taiwanaise, domicilié 113, Sec. 2, Zhongshan North Road, Taipei, Taiwan, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Monsieur An-Ping Chang a d'ores et déjà fait savoir qu'il n'était frappé par aucune mesure ni disposition susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

11. ONZIEME RÉOLUTION

Nomination d'une nouvelle administratrice, Madame Cindy Utterback

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme en qualité d'administratrice, pour une durée de trois (3) ans, venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale tenue en 2024 qui sera appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 :

- Cindy Utterback, née le 17 novembre 1964, de nationalité américaine, domiciliée au 1923 Lime Kiln Road, Helena, MT 59601, Etats-Unis.

Cindy Utterback a d'ores et déjà fait savoir qu'elle acceptait d'assumer ces fonctions si elles venaient à lui être confiées par la présente assemblée et qu'elle n'était frappée par aucune mesure ni disposition susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

12. DOUZIEME RÉOLUTION

Autorisation à donner au conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise des termes du rapport du conseil d'administration ;

1. **Décide** d'autoriser le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions ;

2. **Décide** que :

- le prix d'achat maximum (hors frais et commissions) par action est fixé à 35.00 euros ; et
- le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions ne pourra pas dépasser 12.250.000 euros ;

3. **Décide** de déléguer au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action ;

4. **Décide** que les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre maximal d'actions pouvant être achetées en vertu de cette autorisation ne pourra excéder dix pour cent (10%) du nombre total d'actions composant le capital social de la Société et, pour ce qui concerne les acquisitions réalisées en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, cinq pour cent (5%) du nombre total d'actions composant le capital social de la Société, étant précisé que (i) ces limites s'appliquent à un montant du capital social de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée et (ii) lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% susvisée correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ; et
- les acquisitions réalisées par la Société ne pouvant en aucun cas l'amener à détenir, à

quelque moment que ce soit, directement ou indirectement, plus de dix pour cent (10%) de son capital social ;

5. **Prend acte** que cette autorisation est destinée à permettre à la Société de poursuivre les objectifs suivants, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables :

- allouer des actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou ses filiales dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de l'attribution d'actions gratuites, de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- conserver les actions de la Société qui auront été achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le cadre de la réglementation boursière ;
- remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- assurer la liquidité et animer le marché secondaire des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- annuler tout ou partie des titres rachetés ; et
- réaliser toute autre finalité autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou reconnue ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'Autorité des marchés financiers ; dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué ;

6. **Décide** que ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens, en une ou plusieurs fois, c'est-à-dire sur le marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers, notamment des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, au travers d'un internalisateur systématique ou de gré à gré ou par le recours à des bons et ce, dans les conditions autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date des opérations considérées et aux époques que le conseil d'administration de la Société ou la personne agissant sur la délégation du conseil d'Administration appréciera. La part maximale du capital social acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme ;

7. **Confère** tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et notamment pour passer tous ordres en bourse ou hors-marché, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans les conditions législatives et réglementaires applicables, conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de tous organismes, en particulier l'Autorité des marchés financiers, et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire aux fins de réalisation des opérations effectuées en application de la présente autorisation ;

8. **Confère** également tous pouvoirs au conseil d'administration, si la loi ou l'Autorité des marchés financiers venait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de porter à la connaissance du public, dans les conditions légales et réglementaires applicables, les modifications éventuelles du programme concernant les objectifs modifiés ;

9. **Prend acte** que le conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale dans son rapport de gestion de la réalisation des opérations d'achats autorisées par la présente résolution ;

10. **Prend acte** du fait que la présente autorisation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet ; et

11. **Fixe** à dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée la durée de validité de la présente autorisation.

RÉSOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

13. TREIZIEME RÉOLUTION

Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires :

- connaissance prise des termes du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes ; et

- conformément aux dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-2, L. 225-129-5, L. 22-10-49, L. 225-132 à L. 225-134 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce ;

délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et la réglementation, sa compétence pour décider d'augmenter le capital social, en une fois, dans la proportion et à l'époque qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par émission d'actions ordinaires, en ce compris par attribution gratuite de bons de souscription ;

décide qu'est expressément exclue toute émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence ;

décide que le montant maximal de l'augmentation de capital social susceptible d'être réalisée en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder un montant global (prime d'émission comprise) de 140 millions d'euros ;

décide que les actionnaires pourront exercer, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires émises en vertu de la présente résolution à titre irréductible ; en outre, le conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'actions ordinaires supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;

décide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions telle que décrite ci-dessus, le conseil d'administration pourra utiliser, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, dans l'ordre qu'il déterminera, une ou plusieurs des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins du montant de l'émission initialement décidée ;

- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;

- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;

décide que, concernant les droits préférentiels de souscriptions attachés aux actions auto-détenues, le conseil d'administration pourra décider de ne pas tenir compte de ces actions pour la détermination des droits préférentiels de souscription attachés aux autres actions, répartir les droits préférentiels de souscription attachés aux actions auto-détenues entre les actionnaires, au pro-rata

des droits de chacun ou les vendre en bourse ;

décide que la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises dans le cadre de la présente délégation sera au moins égale à la valeur nominale de l'action à la date d'émission desdites actions ;

délègue tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour arrêter les prix et conditions de l'émission, fixer le montant à émettre, déterminer les modalités d'émission, fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre ;

décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :

- imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant de la prime d'émission qui y est afférente et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale après l'augmentation de capital ;
- fixer le mode de libération, y compris par compensation de créance, des actions à émettre ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, et suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois (3) mois ;
- signer tout contrat avec des prestataires de services d'investissement ;
- prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé, des droits, actions ordinaires (et le cas échéant bons de souscription d'actions) ainsi créés ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital et procéder à la modification corrélative des statuts ; et
- d'une manière générale, décider et effectuer toutes formalités, conclure tous accords, fixer toutes les conditions utiles et faire le nécessaire pour aboutir à la réalisation et à la bonne fin de l'émission susceptible d'être réalisée en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;

précise que les opérations visées dans la présente résolution pourront être effectuées à tout moment, y compris en période d'offre au public sur les titres de la Société, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires ;

prend acte que cette délégation prive d'effet la délégation de compétence conférée au conseil d'administration par l'assemblée générale du 25 juin 2021 dans sa vingt-et-unième résolution et, en tant que de besoin, que le montant de l'augmentation de capital qui serait réalisée au titre de la présente délégation de compétence ne viendra pas s'imputer sur le plafond global des délégations de compétences fixé à la vingt-neuvième résolution de ladite assemblée générale du 25 juin 2021 ; et

décide que la présente délégation est donnée pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

14. QUATORZIEME RÉSOLUTION

Délégation de pouvoir au conseil d'administration en vue de procéder à une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents au plan d'épargne entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires :

- connaissance prise des termes du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes ; et
- conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 et

suivants du Code de commerce et des articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ;

délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, tous pouvoirs afin de procéder à une augmentation de capital immédiate et/ou à terme d'un montant nominal global maximum de 10.000 euros (soit sur la base de la valeur nominale actuelle des actions de la Société de 0,20 euro, un maximum de 50.000 actions), en une ou plusieurs fois, par émission d'actions de numéraire ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société réservée aux salariés adhérant audit plan d'épargne d'entreprise de la Société et des entreprises françaises ou étrangères qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce et de l'article L. 3344-1 du Code du travail, réalisée conformément aux dispositions des articles L. 3332- 18 à L. 3332-24 du Code du travail, dans les proportions et époques qu'il appréciera, à souscrire directement ou par l'intermédiaire de tout fonds commun de placement ;

décide que le prix de souscription des actions nouvelles sera égal à 80% de la moyenne des cours cotés de l'action de la Société lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan d'épargne en application de l'article L. 3332-25 et suivants du Code du travail est inférieure à dix ans, et à 70% de cette moyenne lorsque ladite durée d'indisponibilité est supérieure ou égale à dix ans. Toutefois, l'assemblée générale autorise expressément le conseil d'administration, s'il le juge opportun, à réduire ou supprimer les décotes susmentionnées, dans les limites légales et réglementaires, afin de tenir compte, inter alia, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables dans les pays de résidence des adhérents à un plan d'épargne entreprise bénéficiaires de l'augmentation de capital ;

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription aux actions à émettre en une ou plusieurs fois par le conseil d'administration, et d'en réserver la souscription aux salariés de la Société adhérant à un plan d'épargne entreprise ;

décide que le conseil d'administration pourra également décider de substituer tout ou partie de la décote par l'attribution gratuite d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société, existants ou à émettre, l'avantage total résultant de cette attribution et, le cas échéant, de la décote mentionnée ci-dessus, ne pouvant excéder l'avantage total dont auraient bénéficié les adhérents au plan d'épargne si cet écart avait été de 20% ou de 30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L. 3332-25 et suivants du Code du travail est supérieure ou égale à 10 ans ;

décide en application de l'article L. 3332-21 du Code du travail que le conseil d'administration pourra également décider l'attribution, à titre gratuit, d'actions à émettre ou déjà émises ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société à émettre ou déjà émis, au titre de l'abondement, sous réserve que la prise en compte de leur contre-valeur pécuniaire, évaluée au prix de souscription, n'ait pas pour effet de dépasser les limites prévues aux articles L. 3332-10 et suivants du Code du travail ;

confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et la réalisation de l'augmentation de capital et à cet effet :

- fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance ;
- fixer, dans les limites légales, les conditions de l'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits et les délais et modalités de libération des actions nouvelles ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence des actions souscrites et procéder aux modifications corrélatives des statuts ; et
- procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de l'augmentation de capital ;

prend acte que cette délégation prive d'effet toute délégation antérieure ayant le même objet ; et

décide que la présente délégation est donnée pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

15. QUINZIEME RÉOLUTION

Autorisation consentie au conseil d'administration pour consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions au profit mandataires sociaux et membres du personnel de la Société ou de ses filiales

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce et L. 22-10-56 et suivants du Code de commerce :

1. **Autorise** le conseil d'administration à consentir, en une ou plusieurs fois, et sous réserve des périodes d'abstention prévues par la loi, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital ou à l'achat d'actions existantes de la Société provenant de rachats effectués dans les conditions prévues par la loi, au profit des salariés et des mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou de certains d'entre eux, et approuve ainsi la mise en place par le conseil d'administration d'un ou plusieurs plans d'options de souscription et/ou d'achat d'actions dans le cadre des caractéristiques décrites ci-dessous ;

2. **Décide** que les options pouvant être consenties dans le cadre de la présente autorisation ne pourront donner droit par exercice à souscrire ou acheter un nombre total d'actions supérieur à 175.000 actions, soit une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 35.000 euros ; étant précisé que ce plafond : (i) ne tient pas compte des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, et le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et (ii) sera ajusté pour tenir compte de toutes opérations de division de la valeur nominale des actions et d'augmentation du nombre d'actions qui pourraient intervenir préalablement à l'attribution des options ;

3. **Décide** que le délai pendant lequel les options devront être exercées ne pourra être supérieur à 10 ans à compter de leur attribution et que l'exercice des options pourra, si le conseil d'administration estime que cela est utile ou nécessaire, par une période d'incessibilité d'une durée qu'il déterminera et qui ne pour pas excéder trois années ;

4. **Décide** que le prix d'exercice des options attribuées dans le cadre de la présente délégation sera fixé le jour où les options seront consenties par le conseil d'administration de sorte que le prix d'exercice des options ne pourra pas être inférieur (i) s'agissant d'options de souscription d'actions ou d'achat d'actions, à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties ; (ii) et, mais uniquement pour les options d'achat d'actions, à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce ;

5. **Décide** que le prix d'exercice ne pourra être modifié pendant la durée des options qu'en cas de mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires des options, en application de l'article L. 225-181 du Code de commerce ;

6. **Prend acte** que la décision de l'assemblée générale emporte renonciation des actionnaires, au profit des bénéficiaires des options, à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options de souscription d'actions ;

7. **Décide** que le droit d'exercer les options pourra être subordonné (i) à une condition de présence du bénéficiaire au sein de la Société de ses filiales dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de commerce en qualité de salarié et/ou mandataire social et/ou membre d'un organe

d'administration ou de contrôle (conseil d'administration ou de surveillance, ou, le cas échéant, leur équivalent en droit étranger) et, (ii) à la réalisation de conditions de performance que le Conseil d'Administration aurait décidé de fixer au moment de l'attribution, ainsi que cela est précisé ci-dessous..

8. Décide de donner tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation et de subdélégation dans les conditions permises par la loi, pour, notamment :

- déterminer les conditions d'éligibilité, le nombre de bénéficiaires et le nombre d'options consenties à chacun d'eux ;
- arrêter les conditions d'octroi des options ;
- fixer, dans les limites sus-indiquées, le prix d'exercice des options et le délai pendant lequel les options pourront être exercées et décider des conditions dans lesquelles ils seront ajustés, dans les cas prévus par la loi ;
- fixer les conditions d'exercice et, le cas échéant, les conditions de performance auxquelles l'exercice de celles des options qui auront été attribuées seront soumises ;
- imposer, le cas échéant, un délai pendant lequel les options ne pourront être exercées et/ou un délai pendant lequel les actions acquises ne pourront pas être cédées ;
- suspendre temporairement l'exercice des options dans certains cas ;
- tenir compte, dans la détermination des caractéristiques de chaque plan, des contraintes légales, et notamment fiscales, applicables en fonction de la juridiction dans laquelle se situent les bénéficiaires ;
- établir le règlement du plan d'attribution des options ;
- en tant que besoin, prendre toutes mesures aux fins de réserver les droits des bénéficiaires d'options en application de toute disposition légale ou réglementaire ;
- fixer la date de jouissance, même rétroactive, des actions à émettre sur exercice des options ;
- à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes afférentes à ces émissions et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; et
- constater la ou les augmentations de capital résultant de l'exercice des options, accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives la ou les augmentations de capital réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et généralement prendre toutes décisions nécessaires dans le cadre de la présente autorisation, consentir toutes délégations, faire tout ce qui est nécessaire.

9. Prend acte du fait que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, le conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale, dans les conditions prévues par la loi, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

Cette autorisation pourra être utilisée dans un délai de trente-huit (38) mois à compter de la présente Assemblée.

16. SEIZIEME RÉOLUTION

Autorisation consentie au conseil d'administration pour procéder à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit de mandataires sociaux et membres du personnel de la Société ou de ses filiales.

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et L. 22-10-59 et suivants du Code de commerce, autorise le conseil d'administration à procéder au profit de membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2, ou au profit de

certaines d'entre eux, à des attributions gratuites d'un maximum de 175.000 actions ordinaires, existantes ou nouvelles, d'une valeur nominale de 0,20 euro chacune (les « **Actions Gratuites** »), approuve ainsi la mise en place par le conseil d'administration d'un ou plusieurs plans d'Actions Gratuites dans les conditions décrites ci-dessous.

(1) Augmentation de capital

Si toutes les Actions Gratuites sont attribuées et qu'il s'agit d'actions nouvelles, il en résultera une augmentation du capital social d'un montant nominal maximum de 35.000 euros, augmentation de capital autorisée par la présente assemblée générale, étant précisé que ce montant ne tient pas compte des éventuels ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits de porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital.

L'augmentation du capital social qui résultera de la création des Actions Gratuites se fera par incorporation spéciale de tout ou partie de comptes de réserve disponibles et, notamment, sur le compte « prime d'émission ». L'assemblée générale prend acte que la présente décision comporte renonciation de plein droit des actionnaires, en faveur des bénéficiaires d'Actions Gratuites, à la partie desdites réserves.

(2) Périodes d'attribution et de conservation

Le Conseil d'Administration fixera, lors de chaque attribution, une période d'acquisition dont la durée ne pourra être inférieure à un an, à l'issue de laquelle l'attribution d'actions existantes ou nouvelles deviendra définitive, suivie, si le Conseil d'Administration l'estime utile ou nécessaire d'une période d'obligation de conservation d'une durée qu'il fixera et qui courra à compter de l'acquisition définitive des actions existantes ou nouvelles ; étant précisé que la durée cumulée des périodes d'acquisition, et le cas échéant de conservation, ne pourra être inférieure à deux ans.

L'acquisition définitive des Actions Gratuites au terme de la période d'acquisition pourra être subordonnée (i) à une condition de présence du bénéficiaire au sein de la Société ou de ses filiales dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce en qualité de salarié et/ou mandataire social et/ou membre d'un organe d'administration ou de contrôle (conseil d'administration ou de surveillance, ou, le cas échéant, leur équivalent en droit étranger) et, (ii) à la réalisation de conditions de performance que le Conseil d'Administration aurait décidé de fixer au moment de l'attribution, ainsi que cela est précisé ci-dessous..

Toutefois, nonobstant le point (i) ci-dessus, dans l'hypothèse de l'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale (ou leur équivalent dans un droit étranger applicable), des Actions Gratuites pourront lui être attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition restant à courir, lesdites actions étant alors librement cessibles.

(3) Délégation de pouvoirs au conseil d'administration

L'Assemblée confère au conseil d'administration, avec faculté de délégation et subdélégation dans les conditions permises par la loi, tous pouvoirs pour procéder à l'attribution des Actions Gratuites et notamment :

- déterminer les conditions d'éligibilité des membres du personnel de la Société ou de ses filiales dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, tels que visés au premier paragraphe, pouvant prétendre à une telle attribution ;
- déterminer le cas échéant les conditions de performance permettant l'acquisition définitive des Actions Gratuites ;
- déterminer l'identité des bénéficiaires, le nombre d'Actions Gratuites attribuées à chacun d'eux ;
- fixer, dans les limites sus-indiquées, la période d'attribution et, le cas échéant, de conservation des Actions Gratuites ;

- établir le règlement du plan d'attribution des Actions Gratuites ;
- fixer, dans les conditions et limites prévues par les dispositions législatives, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions d'Actions Gratuites ;
- en tant que besoin, prendre toutes mesures aux fins de réserver les droits des titulaires d'Actions Gratuites en application de toute disposition légale ou réglementaire ;
- fixer la date de jouissance, même rétroactive, des Actions Gratuites à émettre ; et
- constater la ou les augmentations de capital résultant de l'attribution définitive des Actions Gratuites, accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives la ou les augmentations de capital réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et généralement prendre toutes décisions nécessaires dans le cadre de la présente autorisation, consentir toutes délégations, faire tout ce qui est nécessaire.

Cette autorisation pourra être utilisée dans un délai de trente-huit (38) mois à compter de la présente Assemblée.

17. DIX-SEPTIEME RÉOLUTION

Modification de l'article 17 des statuts de la Société à l'effet de porter à 75 ans la limite d'âge du Président du conseil d'administration

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration décide de porter de soixante-dix à soixante-quinze ans la limite d'âge du Président du conseil d'administration de la Société. En conséquence :

L'article 17 des statuts sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 17 PRÉSIDENT DU CONSEIL

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un président, nommé pour une durée qui ne peut excéder celle restant à courir de son mandat d'administrateur. Il est rééligible sans limitation.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président.

En cas d'empêchement temporaire, cette délégation est donnée pour une durée limitée. Elle est renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à élection du nouveau président.

La limite d'âge du président du conseil d'administration est fixée à 75 ans. Ses fonctions prennent fin au plus tard à l'issue de la première séance du conseil d'administration tenue après qu'il ait atteint l'âge de 75 ans.

Le président du conseil d'administration (i) organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale, (ii) veille au bon fonctionnement des organes de la Société et (iii) s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure d'accomplir leur mission.

La rémunération du président est fixée par le conseil d'administration.

Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions ci-après relatives au directeur général lui sont applicables. Il prend alors le titre de président-directeur général. »

18. DIX-HUITIEME RÉOLUTION

Pouvoirs en vue des formalités

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires ;

donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'un extrait des présentes, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité et de dépôt auprès du Tribunal de Commerce de Paris.